

Le secteur de l'insertion socio-professionnelle manifeste à Namur

REGIONS | vendredi 13 décembre 2013 à 11h55

Images



Les travailleurs de l'insertion socio-professionnelle manifestent ce vendredi dans la capitale wallonne. - RTBF

Mots clés

Manifestation, Namur

Environ 2000 travailleurs des Entreprises de formation par le travail (EFT) et des Organismes d'insertion socio-professionnelle (OISP) manifestent en ce moment même dans les rues de la capitale wallonne. En cause : la volonté du ministre Antoine d'imposer une nouvelle réglementation au secteur. Un projet qui est vu comme une véritable "bombe à retardement".

Ce vendredi 13 est un vendredi noir pour le secteur de l'insertion socio-professionnelle. Les projets du ministre Antoine sont inacceptables, estime Patricia Petitfrère (SETCa). "On demande aux gens d'approcher de l'emploi le plus rapidement possible. Problème : on détricote les services adaptés qui les aident à y parvenir..."

Des formations plus courtes et plus standardisées pour amener à l'emploi les personnes qui ont le plus de chance d'en obtenir un. C'est la philosophie des mesures dénoncées par les manifestants. Sophie Linsmeau, directrice de FORMA, une entreprise de formation par le travail à Namur : "Cela va formater très fort les programmes de formation. Or, les EFT ont été créées pour un public pour qui l'école n'était pas adaptée. Ici, on leur propose justement quelque chose qui se rapproche de l'école. Cela ne peut pas coller."

Les demandeurs d'emploi seront donc les premières victimes du nouveau dispositif, particulièrement ceux qui sont les plus fragilisés. Mais les travailleurs du secteur seront eux-mêmes impactés. "On est de fait devant une diminution des moyens et comme dans notre secteur 80% du budget va à la masse salariale, cela va automatiquement impacter le volume d'emploi", explique Dominique Brasseur (administratrice de l'Interfédération).

Les manifestants ont exprimé leur crainte ce vendredi matin. Ils demandent un report des mesures qu'ils dénoncent et la reprise d'une réelle concertation avec le ministre Antoine.

Hugues Van Peel